

# STOP A LA CRIMINALISATION DES LUTTES



## *Des outils pour un régime totalitaire*

Pour défendre le système capitaliste qui s'effondre de l'erreur de ses dogmes, l'Etat accentue les lois liberticides. Voici une petite liste (non exhaustive) de ce qui s'est fait dans le domaine de la répression depuis ces 20 dernières années :

fichier **FICOPA** (recense les propriétaires de compte bancaire, postal ou d'épargne), **FAED** (Fichier Automatisé des Empreintes Digitales), **SIS** (recense les personnes recherchées ou placées sous surveillance en Europe, notamment les militants considérés comme « des personnes potentiellement dangereuses qu'il faudrait empêcher de rejoindre certains rassemblements internationaux ».), **FNAEG** (Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques) et **JUDEX** (équivalent dans la gendarmerie), **ELOI** (éloignement des étrangers en situation irrégulière : recense les clandestins expulsables, leurs enfants et leurs visiteurs dans les CRA), **STIC** (Système de Traitement des Infractions Constatées : recense toute personne mise en cause dans une procédure policière), **Base-élève et sconet** (Fichiers des enfants scolarisés), **EDVIGE** (recense toute personne jouant un rôle significatif en matière politique, religieuse, philosophique, économique et sociale), **CATRINA** (recense tous les proches des fichés EDVIGE), **Peines plancher**, **Peines alourdies pour les mineurs**, **Prisons pour mineurs** (EPM) dès 13 ans, **Mesures pour favoriser la délation**, **Garde à vue portée à 4 jours** en cas d'accusation de banditisme, de proxénétisme ou de trafic de stupéfiants (**et à 6 jours en cas de "terrorisme"**), **Instauration de l'état d'urgence** de novembre 2005 à janvier 2006 (couvre-feu, extension des pouvoirs répressifs), **Nouvelle carte d'identité biométrique**, **Extension de la vidéo-surveillance**, **Forces de police équipées en Taser**, **Police nationale équipée de drone**, **Possibilité de recours au test ADN** en cas de doute sur l'état civil d'une personne demandant un visa de plus de trois mois pour la France,...

## *Le renforcement d'un ordre injuste*

Les lois sécuritaires sont elles justes ? Qui les décide ? Sont elles aussi efficaces que le prétendent les chiffres officiels ? Participent elles à créer la société que nous voulons ? Quels sont les effets sociaux des logiques carcérales ? Pourquoi les milieux populaires sont ils les plus touchés par la répression ? Ces questions, et bien d'autres, ne sont jamais posées. Au nom de "l'intérêt général" que représente la "sécurité" des Français-e-s, nous sommes sommés d'accepter le durcissement continu des dispositifs de surveillance et de répression, sans débat de fond sur la société qu'ils contribuent à construire.

Alors que le capitalisme impose partout le règne du profit et produit les désastres sociaux et environnementaux que l'on connaît, l'État se fait de plus en plus pénal, intrusif et omniprésent. Dans un tel contexte, ce n'est pas un hasard si le fichage ADN vise désormais les militant-e-s politiques. Les faucheurs et faucheuses d'OGM qui refusent la mainmise des multinationales sur le monde agricole. Les antipubs qui refusent le matraquage capitaliste permanent et la colonisation de notre imaginaire. Les syndicalistes qui manifestent contre la destruction du code du travail ou les délocalisations. Les manifestant-e-s étudiant-e-s et lycéen-ne-s qui protestaient contre des lois injustes. Ce n'est pas un hasard si, en revanche, le fichage génétique ne concerne pas les délits financiers, la "délinquance en col blanc", les abus de biens sociaux et autres détournements financiers. En pénalisant les actes de contestation politique, le fichage ADN contribue à diffuser un sentiment de peur. La peur de s'opposer aux lois, de désobéir, de se révolter, la peur de lutter contre un ordre social injuste.

## *Criminalisation des mouvements sociaux*

Ici comme partout ailleurs la police procède systématiquement à une répression féroce notamment par le prélèvement d'ADN. Se fut notamment le cas pour des jeunes lycéens Bisontins lors du mouvement de contestation de la réforme « Darcos » ou encore lors du blocage de certains lycées ; à Dijon des manifestant qui ont défendu la manif lorsqu'un 4x4 a foncé dans le tas pour passer un barrage ont pris du sursis et du ferme. Ce ne sont que quelques exemples parmi des centaines de milliers car la liste est très longue et ne cesse de s'agrandir. **Face aux politiques totalitaires et au flicage génétique, c'est tous ensemble qu'il faut résister.**

**Amnistie immédiate et totale pour tou-te-s nos camarades**

# POURQUOI NOUS DEMANDONS L'ABROGATION DU FICHAGE ADN



Depuis toujours, les Etats et leurs gouvernements sont tentés de surveiller les populations pour mieux les contrôler. L'idéal étatique est, dans ce domaine, de tout savoir sur un individu, de ses antécédents judiciaires à son origine en passant par ses caractéristiques physiques, ses références culturelles ou ses choix philosophiques.

A chaque époque, les découvertes scientifiques et les avancées technologiques leur permettent de progresser vers ce contrôle total. Vidéo-surveillance, biométrie, fichages divers et nombreux sont venus récemment compléter la panoplie nécessaire à cette surveillance ; toutes techniques qui sont aujourd'hui rendues possibles et performantes grâce aux nouvelles technologies comme l'informatique et les nanotechnologies.

Tous les Etats se sont dotés de ces techniques, les démocratiques comme les autres, même si ceux ci s'entourent de garde-fous législatifs censés protéger leurs citoyens (loi bioéthique, CNIL). Tous ont pris prétexte de la sécurité de ces mêmes citoyens pour leur faire accepter des lois liberticides, les amenant peu à peu à croire qu'ils choisissent avant tout leur sécurité.

Nous l'avons dit, s'il n'y a rien de nouveau dans cette volonté de contrôle et dans les artifices utilisés pour le faire accepter par le plus grand nombre, il y a, avec les dernières techniques, et particulièrement avec le Fichage ADN, une intensification qualitative qui met gravement en cause les libertés publiques et individuelles.

Ce nouveau Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques (F.N.A.E.G.) instauré en 1998 uniquement pour les délinquants sexuels condamnés, puis étendu en 2001 aux actes terroristes et enfin en 2003 à pratiquement tous les délits (sauf financiers) par la loi "Sécurité Intérieure de Nicolas Sarkozy, est une véritable négation de la liberté individuelle.

Fichant, quasiment pour la durée d'une vie (40 ans pour les condamnés, 25 ans pour les simples suspects et témoins), les données personnelles les plus intimes (filiation, origine, sensibilité à certaines maladies... ) il met, de fait, chaque personne répertoriée sous la dépendance totale des autorités décisionnelles du moment, autorités dont les intentions ne sont jamais garanties dans le temps.

Ce fichage, dont on peut sans exagérer penser qu'il sera, à terme, généralisé, révèle le changement fondamental de logique. De la primauté de la présomption d'innocence, il instaure la présomption de culpabilité. Sa logique purement policière est claire : tous suspects donc tous fichés. Ses promoteurs poussent même la logique jusqu'à expliquer qu'il est donc un progrès puisque accusés à tort nous pourrions ainsi plus facilement être disculpés.

Cette logique est renforcée chez ses défenseurs par leur certitude du caractère infaillible des tests ADN. Infaillibilité qui n'existe bien sûr pas mais qui sera en fait, pour eux, une preuve absolue de culpabilité, source de futures erreurs judiciaires.

Le plus étonnant dans ces dérives qui s'additionnent c'est peut-être que la plupart des citoyens ne perçoivent pas le caractère liberticide de certaines mesures, alors qu'un régime ouvertement autoritaire le leur rendrait évident. Une acceptation ou une résignation consensuelles qui accentuent la dangerosité du contexte actuel : un incroyable degré d'acceptation du flicage sécuritaire et de sa logique de verrouillage de l'Ordre inégalitaire dominant, qui contraste avec le degré d'intolérance envers ceux qui s'y opposent. Nous appelons donc à un réveil des consciences, et à un sursaut émancipateur de ceux qui, comme nous, restent attachés aux libertés individuelles et collectives.

Ensemble, nous pouvons fédérer les résistances, œuvrer pour l'abrogation du fichage ADN et l'abolition du contrôle social, puis montrer aux Puissants qu'un autre projet de société est possible

**RESISTANCE**  
**Désobéissance !**

Plus d'infos sur le site : <http://refusadn.free.fr>